

Isabelle Facon

Maître de recherche, Fondation pour la
recherche stratégique

Le « discours du 1^{er} mars » de Vladimir Poutine : quels messages ?

Le 1^{er} mars 2018, le président Poutine a de nouveau surpris la communauté internationale en utilisant son Adresse annuelle à l'Assemblée fédérale, dans un contexte politique particulier (à quelques jours de l'élection présidentielle), pour présenter, animations à l'appui, les systèmes dont la Russie est en train de se doter pour contrer les défenses antimissiles américaines¹. Ce discours en apparence un peu schizophrénique, tant ses deux grandes parties semblaient mal articulées entre elles, a fait l'objet de nombreux commentaires de spécialistes occidentaux et russes évaluant la crédibilité technologique des systèmes présentés (en majorité déjà connus des milieux d'expertise), s'interrogeant

sur l'utilité opérationnelle de certains d'entre eux ou sur l'état d'avancement réel de ces programmes. En Russie comme ailleurs, les commentateurs sont partagés entre ceux qui, peut-être intrigués par l'insistance de Vladimir Poutine sur le fait que sa présentation n'était pas « du bluff »², n'excluent pas que le chef de l'État russe ait pu enjoliver la réalité, et ceux qui affichent leur certitude que, quel que soit le statut actuel des programmes mentionnés par V. Poutine, le gouvernement russe fera en sorte qu'ils aboutissent.

Dans l'analyse occidentale, la contextualisation de l'intervention de V. Poutine dans sa partie consacrée à ces programmes s'est assez

1. Pour une évaluation de l'état des lieux des différents programmes, voir Michael Kofman, « Emerging Russian Weapons: Welcome to the 2020s » (Part 1, Part 2), <https://russianmilitaryanalysis.wordpress.com>, 4 et 6 mars 2018.

2. Le président a ainsi déclaré à son auditoire qu'il « *devait se convaincre que tout ce que j'ai dit aujourd'hui n'est pas du bluff – ce n'est pas du bluff, croyez-moi* » (le texte complet de l'Adresse du président est disponible sur le site de la présidence russe : <http://kremlin.ru/events/president/news/56957>).

largement focalisée sur la proximité de l'élection présidentielle du 18 mars. En Russie, la tonalité est assez différente, plus orientée sur les enjeux internationaux auxquels le discours fait directement ou indirectement référence. Il est intéressant de souligner que certains spécialistes russes des questions stratégiques sont assez critiques sur les propos du chef de l'État, invoquant le risque que ceux-ci soient mobilisés par les militaires et les industriels de l'armement occidentaux pour obtenir davantage de crédits et durcir leurs politiques de défense. Ainsi placée face à un classique « dilemme de sécurité »³, **la Russie pourrait alors se voir précipitée dans une course aux armements dont ses dirigeants, en faisant allusion aux leçons tirées des conditions de l'effondrement de l'URSS, ne cessent de dire qu'elle doit à tout prix l'éviter.**

Message interne : l'objectif de redressement des capacités militaires est atteint

Bien des observateurs internationaux se sont hâtés de voir dans l'Adresse présidentielle « militarisée » un effort du « candidat Poutine » pour mobiliser l'électorat à la veille de l'élection présidentielle du 18 mars⁴. L'opinion publique russe est en effet sensible à tout ce qui touche à la stature internationale du pays, stature que, vu d'une majorité de Russes, la détermination du chef de l'État à tenir tête à Washington et à faire respecter les intérêts du pays par les puissances occidentales ne peut que renforcer. Cependant, les accents martiaux de la seconde partie du discours présidentiel ne peuvent s'expliquer uniquement, ni principalement, par l'agenda électoral. De fait, la posture de « résistance » à l'hyperpuissance américaine est depuis longtemps inscrite dans le quotidien politique et médiatique de la population russe, qui n'a plus besoin d'être convaincue de la résolution de son président à cet égard. Du reste, elle a probablement été tout aussi sensible, sinon davantage, aux développements que ce dernier a consacrés, dans son allocution, aux grands enjeux économiques et défis sociaux : tout en procédant à une forme de bilan mettant en

3. Voir l'intéressante série de réactions d'experts russes de profils divers au discours de Vladimir Poutine, « O voennoï tchasti prezidentskogo poslaniia » [La partie militaire de l'Adresse présidentielle], svop.ru, 7 mars 2018.

4. Voir par exemple Mark Galeotti, « Putin's New Arms Race is All about his Need to be Taken Seriously », *The Guardian*, 2 mai 2018.

perspective favorable son action depuis 2000, le chef de l'État y a reconnu en substance que beaucoup restait à faire. Le retard technologique, a-t-il souligné, « telle est la principale menace, tel est notre ennemi »⁵. Et d'appeler à une meilleure insertion de la Russie dans l'économie digitale, les biotechnologies, les nouveaux matériaux, etc.

Si message préélectoral interne il y a dans cette partie de l'Adresse du président russe, il réside plutôt dans un souci de validation de l'effort financier consacré à la défense (et notamment au rééquipement des forces) depuis le début des années 2010. Cet investissement est ainsi présenté *de facto* comme couronné de succès puisqu'il permet *a priori* au pays de réaliser deux objectifs fondamentaux en matière de sécurité et de défense : empêcher que les déploiements antimissiles américains amoindrissent le potentiel de dissuasion nucléaire de la Fédération de Russie, modernisé et amplement valorisé dans la posture de puissance de Moscou ces dernières années ; se positionner solidement sur des domaines clefs des architectures militaires de l'avenir (hypersonique, armes à énergie dirigée, systèmes sous-marins autonomes, etc.)⁶. Par ces réalisations technologiques, le gouvernement assurerait tout à la fois la sécurité du pays et son rang parmi les puissances militaires les plus avancées... **On peut du coup également se demander s'il n'y a pas, en creux, un message entérinant l'intention de poursuivre la baisse des budgets de défense, engagée en 2015 sous la pression de la crise économique.** Le président russe, non sans avoir passé en revue tous les domaines dans lesquels l'armée russe a vu son équipement renouvelé, a d'ailleurs tenu à souligner le « coût tout à fait modeste » des systèmes qu'il a présentés – un

5. Un politologue russe souligne que dans sa première partie, le discours de V. Poutine semble vouloir renouer avec un électorat perdu par le président au fil des années – « la classe moyenne, les hommes d'affaires et les cols blancs – cette partie du public qui votait pour lui dans les années 2000 mais l'a quitté ces dernières années » ; d'où l'accent sur les technologies digitales, la modernisation de l'environnement urbain, etc., selon une tonalité rappelant les « années Medvedev », tandis que les thématiques récurrentes dans le discours officiel au cours du troisième mandat de V. Poutine – conservatisme, valeurs traditionnelles, etc. – sont gommées (Alexander Baunov, « A Hi-Tech Russian Doll : Putin's Fourth-Term Reboot », carnegie.ru, 9 mars 2018).

6. Voir, à ce sujet, les hypothèses de Vasilii Kachine, « Poslanie prezidenta Rossii : zaïavka na ouchastie » [L'Adresse du président de la Russie : une revendication à participer], *Russia in Global Affairs*, 6 mars 2018.

moyen de rassurer des électeurs qui subissent le ralentissement de la croissance et la stagnation du niveau de vie. L'avenir dira rapidement s'il s'agit là d'une posture purement électorale évoquant opportunément un rééquilibrage des dépenses de l'État au profit des besoins de la population et de la société, ou s'il s'agit d'un tournant plus décisif, après huit ans de rééquipement massif des forces. Le programme d'armement horizon 2027 qui vient d'être adopté – modeste au regard du précédent – va peut-être dans ce sens⁷. Peut-être, aussi, le gouvernement a-t-il perçu, au gré de l'évolution des sondages d'opinion, l'émergence d'une certaine « fatigue » à l'égard des aventures militaires au sein de la population. Celle-ci, tout en retirant de la satisfaction de la restauration de l'image du pays à l'international comme grande puissance, montre de moins en moins d'allant quant au bien-fondé de la présence militaire russe en Syrie.

Message international : nous vous avons prévenus

En réalité, la partie militaire du discours de Vladimir Poutine visait certainement prioritairement le public international. Elle signifie tout d'abord que Moscou entérine le constat que l'espoir d'une relation moins antagoniste avec Washington s'est avéré vain. De fait, les documents stratégiques récemment adoptés par l'administration américaine – Stratégie de sécurité nationale, *Nuclear Posture Review* (évoquée par V. Poutine) – désignent la Russie comme une menace pour la sécurité américaine nécessitant un traitement prioritaire. Pour certains, la démonstration de Vladimir Poutine serait également une réaction par anticipation à la future *Ballistic Missile Defense Review*. En effet, selon de nombreuses informations, celle-ci prendrait en compte tous les types de menaces, non seulement celles des États proliférants⁸. Ainsi, le discours du 1^{er} mars bouclerait la boucle d'un bras de fer opposant Russes et Américains sur les antimissiles depuis la fin des années 1990, bras de fer dont le président russe a rappelé les principales étapes dans son allocution, en expliquant notamment que si son pays avait été transparent, et ce depuis plusieurs années, sur le

développement des « contre-mesures » présentées le 1^{er} mars, c'était « avant tout pour inciter nos partenaires [américains] à des négociations ». Depuis le retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM (effectif en 2002), la partie russe n'a effectivement jamais caché qu'elle considérait que, quelles que soient les assurances de Washington quant au caractère restreint et « inoffensif » des défenses antimissiles déployées pour se prémunir contre les États proliférants, le déploiement de ces technologies et leur potentiel d'évolution (quantitative, qualitative) constituaient *de facto* une menace pour son arsenal nucléaire stratégique⁹, nécessitant d'investir dans des contre-mesures. Or, en 2018, à l'heure des sanctions et du durcissement des relations Russie/États-Unis, Moscou est plus que jamais attachée à la dissuasion nucléaire, qu'elle voit comme la principale protection contre les pressions extérieures et comme gage de considération internationale. Les analystes militaires russes se feront également un plaisir d'évoquer les systèmes présentés par le président comme une nouvelle illustration de l'érosion de la suprématie militaire occidentale – un thème récurrent dans l'argumentaire russe sur l'avènement d'un ordre international « post-occidental »¹⁰. On peut également supposer, à ce stade, que l'affirmation par la Russie de ses compétences militaires n'est pas totalement neutre par rapport à la Chine – ne serait-ce que pour améliorer le rapport de forces bilatéral général et pour contrebalancer l'intérêt que la RPC suscite chez les Occidentaux, qui tendent à la considérer comme le seul véritable *challenger* de la puissance américaine.

Un certain nombre de commentateurs russes s'interrogent cependant sur l'intérêt de développer de nouveaux systèmes alors que la Russie, qui ces dernières années a modernisé de façon accélérée sa triade stratégique, est suffisamment dotée face aux défenses anti-

9. Si nous ne faisons rien face au développement des défenses antimissiles américaines, a répété le président russe le 1^{er} mars, cela « mènera à une complète dévaluation du potentiel nucléaire » national. Initialement, quand les États-Unis annoncèrent leur retrait du traité ABM, la réaction de Moscou fut négative mais modérée. A l'époque, le contexte politique était différent (état économique de la Russie, tonalité largement plus ouverte de la relation russo-américaine sur fond de « guerre contre le terrorisme »...), de même que les données technologiques des défenses antimissiles américaines. Moscou considérait donc que les conditions générales n'excluaient pas des arrangements avec les États-Unis.

10. Pour reprendre le terme de Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, lors de la conférence de sécurité de Munich de 2017.

7. Voir Douglas Barrie, Henry Boyd, « Russia's State Armament Programme 2027: A More Measured Course on Procurement », www.iiss.org, 13 février 2018.

8. David E. Sanger, William J. Broad, « A Russian Threat on Two Fronts Meets an American Strategic Void », *The New York Times*, 5 mars 2018.

missiles américaines, au moins à moyen terme. A cet égard, on ne peut exclure que l'industrie ait su « trouver les mots » (comme elle savait le faire dans la période soviétique) pour promouvoir ses programmes¹¹, profitant en cela de l'oreille particulièrement bienveillante du président Poutine. De fait, ce dernier, persuadé que les compétences réunies au sein de l'industrie de défense en font une locomotive de la modernisation technologique de l'économie russe, juge que celles-ci doivent être préservées coûte que coûte. La publicité faite le 1^{er} mars aux prouesses de la R&D militaire russe permet aussi au chef de l'Etat de faire mentir les propos d'un Barack Obama qui en son temps décrivit la Russie comme un pays qui « ne fabrique rien ». **Dans le contexte des sanctions occidentales, qui frappent, entre autres, les transferts de technologies militaires et duales vers la Russie, la démonstration de vitalité technologique est d'autant plus importante pour les autorités russes.** Par ailleurs, le discours contient indéniablement une dimension, désormais bien connue, de « revanche » sur un passé difficile dont les pays occidentaux, États-Unis en tête, auraient profité pour « ne pas tenir compte de l'avis de la Russie »¹².

Repenser la stabilité stratégique ?

Dans le climat actuel, les propos d'Igor Ivanov, ancien ministre russe des Affaires étrangères, affirmant, au lendemain de cette allocution, qu'en réalité, Vladimir Poutine a voulu tendre « un rameau d'olivier » aux Occidentaux

11. Dave Majumdar, « Why is Russia Building Nuclear Powered Cruise Missiles? The Answer: "Capacity" », *The National Interest*, 3 mars 2018.

12. Le président russe est à ce sujet – et une fois de plus – très explicite : évoquant la période de crise traversée par son pays après l'effondrement de l'URSS, il avance que « *visiblement, nos partenaires se sont forgé la conviction solide que la renaissance de l'économie, de l'industrie, du complexe industriel de défense et des forces armées de notre pays à un niveau permettant d'avoir le potentiel stratégique voulu était, dans une perspective historique prévisible, impossible. Et si tel était le cas, alors il ne faisait aucun sens [pour eux] de prendre en compte l'avis de la Russie, il fallait aller plus loin et se doter d'un avantage militaire unilatéral définitif, puis dicter ses conditions dans tous les autres domaines* ». Le même thème apparaît une seconde fois (« *malgré tous les problèmes auxquels nous avons dû faire face dans l'économie, les finances, l'industrie de défense, l'armée, la Russie est tout de même demeurée et demeurera une puissance nucléaire majeure. Mais non, personne ne voulait, dans le fond, discuter avec nous, personne ne nous écoutait. Ecoutez maintenant* »).

suscitent, au minimum, la perplexité¹³. L'état de la relation russo-américaine – Russiagate, sanctions, désaccords profonds sur l'Ukraine et la Syrie, durcissement des relations stratégiques OTAN-Russie... – ne concorde en rien avec cette lecture des propos du président russe, pas plus que la tonalité des vidéos que ce dernier a commentées le 1^{er} mars alors que les pays occidentaux lui reprochent sa propension, depuis 2014, à user d'une rhétorique inutilement agressive sur le statut de puissance nucléaire de la Russie.

De fait, après s'être appliqué à convaincre que dans le domaine stratégique la Russie ne se situe pas dans une situation d'asymétrie défavorable avec les États-Unis, le président russe a souligné la possibilité « *de s'asseoir à la table des négociations et de réfléchir ensemble à un système renouvelé ... de sécurité internationale* ». Il ne fait guère de doute que la Russie goûte les marges de manœuvre offertes par la crise des instruments de maîtrise des armements conventionnels en Europe. Sur le volet stabilité stratégique, en revanche, revenir à un dialogue articulé avec les États-Unis peut être considéré à Moscou comme préférable et stabilisant. De fait, la spirale hostile entre Russie et États-Unis, à laquelle, du reste, la démonstration de force militaire insistante de Moscou depuis 2014 a largement contribué, n'assure pas à cette dernière qu'elle en sortira victorieuse – même si l'allocution du 1^{er} mars a voulu marteler le contraire. L'on retrouve d'ailleurs, dans les commentaires de politologues proches du Kremlin, le discours sur la responsabilité conjointe de Moscou et Washington pour les destinées du monde et la sécurité de la planète, responsabilité contraignant en théorie les deux pays à dialoguer sur les questions nucléaires et stratégiques¹⁴. Il est cependant clair que dans cette entreprise, Moscou ne veut pas se situer en position de demandeur, mais en position de force. Sur le plan politique voire moral – car dans sa perspective, les États-Unis sont à l'origine de la déstructuration de l'architecture de stabilité stratégique (cf. l'abandon du traité ABM et ses conséquences, abondamment commentées par Vladimir Poutine dans son allocution). Sur le plan technologique, grâce à des avancées supposées

13. Igor Ivanov, « Russia is Offering an Olive Branch, Not Flaunting Nuclear Weapons », *Russia in Global Affairs*, 6 mars 2018.

14. Andreï Souchtchentsov, directeur des programmes du Club de discussion international Valdaï (cité in Iouriï Gavriloï, « PRO – amerikanskie igry » [Défense antimissile – jeux américains], rg.ru, 3 mars 2018).

qui doivent contraindre les États-Unis à accepter des compromis...¹⁵ **Dès lors, les négociations devraient, comme l'exigent les Russes depuis des années, porter sur l'ensemble des systèmes militaires touchant, selon eux, à l'intégrité de la stabilité stratégique.**

Il est également probable que, selon une posture déjà tentée dans le passé, Moscou escompte que la perspective d'une aggravation de la situation stratégique, rendue encore plus tangible par le discours de V. Poutine, puisse amener certains pays européens à appuyer l'idée de telles discussions. Les voix sont nombreuses, en Europe, qui déplorent la considérable érosion des mécanismes de dialogue stratégique et des instruments de maîtrise des armements. Dans ce cadre, les autorités russes supposent sans doute que le caractère imprévisible des postures de Donald Trump sur la sécurité internationale, dont

certaines préoccupent sensiblement les capitales européennes (JCPOA, Corée du nord...), pourrait contribuer à favoriser une attitude de prudence de la part des Européens.

En cas d'échec, souligne implicitement le discours de Vladimir Poutine, la Russie sera de toute façon en mesure de « bien tenir son rang »...◇

15. C'est ainsi que le vice-ministre de la Défense, le général Fomine, a assuré que la voie du dialogue avec les États-Unis sur les antimissiles n'était pas fermée, d'autant moins que les systèmes russes évoqués par le président le 1^{er} mars « réduisent de fait à néant tous les plans antimissiles du Pentagone », qui devrait donc y trouver son intérêt (Ibid). Il reprend ainsi en substance l'idée de son commandant en chef indiquant qu'il espérait que les adversaires potentiels comprendraient, aux termes de son exposé du 1^{er} mars, que des initiatives hostiles telles que le déploiement d'un système antimissile ou le rapprochement de l'infrastructure de l'OTAN vers les frontières russes s'avèreront « *militairement inefficace[s], financièrement – coûteu[s]es de manière injustifiée et au bout du compte simplement insensé[s]* »...

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Dernières publications

- Valérie Niquet, « Chinese Objectives in High Technology Acquisitions and Integration of Military and Civilian Capabilities: A Global Challenge », note n° 03/2018, 7 mars 2018
Benjamin Hautecouverture, « L'interdiction des armes chimiques en question », note n° 02/2018, 6 mars 2018
- Nicolas Mazzucchi, « 2018, année charnière pour l'Europe dans le cyber », note n° 01/2018, 22 janvier 2018
- Benjamin Hautecouverture, « Why must the sanctions against Pyongyang be strengthened ? », note n° 22/2017, 19 December 2017
- Mohamed Ben Lamma, « Face au chaos libyen, l'Europe se cherche encore », note n° 21/2017, 14 décembre 2017
- Benjamin Hautecouverture, « Pourquoi il faut renforcer les sanctions contre Pyongyang », note n° 20/2017, 6 décembre 2017
- Benjamin Hautecouverture, « Crise nucléaire nord-coréenne : que peut faire l'UE ? », note n° 19/2017, 15 novembre 2017
- Emmanuelle Maître, « Le couple franco-allemand et les questions nucléaires : vers un rapprochement ? », note n° 18/2017, 7 novembre 2017
- Monika Chansoria, « Indo-Japanese Strategic Partnership : Scope and Future Avenues », note n° 17/2017, 19 September 2017
- Antoine Vagneur-Jones, Can Kasapoglu, « Bridging the Gulf: Turkey's forward base in Qatar », note n° 16/2014, 11 August 2017
- Patrick Hébrard, « Pérennité du groupe aéronaval : enjeux stratégiques et industriels », note n° 15/2017, 10 août 2017
- Régis Genté, « Le jeu russe en Libye, élément du dialogue avec Washington », note n° 14/2017, 26 juillet 2017
- Antoine Vagneur-Jones, « Global Britain in the Gulf: Brexit and relations with the GCC », note n° 13/2017, 18 July 2017
- Stéphane Delory, Can Kasapoglu, « Thinking Twice about Iran's Missile Trends : the Threat is Real but Different than Predicted », note n° 12/2017, 29 June 2017
- Anne-Claire Courtois, « Le Burundi en crise : Pirates contre 'Vrais' Combattants », note n° 11/2017, 20 juin 2017
- Antoine Bondaz, « North Korea's capabilities and South Korea's dilemma » note n° 10/2017, 2 juin 2017
- Antoine Bondaz, « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen », note n° 09/2017, 10 avril 2017
- Emmanuelle Maître, « A treaty banning nuclear weapons: diversion or breakthrough? », note n° 08/2017, 16 March 2017
- Antoine Vagneur-Jones, « War and opportunity: the Turkistan Islamic Party and the Syrian conflict », note n° 07/2017, 2 March 2017
- Bruno Tertrais, « La pérennisation de la composante océanique : enjeux et perspectives », note n° 06/2017, 28 février 2017
- Antoine Bondaz et Marc Julienne, « Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping », note n° 05/2017, 24 février 2017
- Gérard Gerold et Thomas Sullivan, « République démocratique du Congo : une alternance pacifique est-elle encore possible ? », note n° 04/2017, 16 février 2017
- Valérie Niquet, « Le saut dans l'inconnu : quelles relations entre Pékin et Washington avec Donald Trump ? », note n° 03/2017, 6 février 2017
- Jean-Paul Maréchal, « Après Paris et Marrakech, quelles perspectives pour le régime climatique mondial ? », note n° 02/2017, 18 janvier 2017
- Valérie Niquet, « Sécurité maritime en Asie : l'impossible indifférence de l'Europe », note n° 01/2017, 4 janvier 2017

La Fondation pour la Recherche Stratégique est une fondation reconnue d'utilité publique. Centre de recherche indépendant, elle réalise des études pour les ministères et agences français, les institutions européennes, les organisations internationales et les entreprises. Elle contribue au débat stratégique en France et à l'étranger.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS